

Nettoyage, dégazage de capacités/réseaux divers avec destruction des déchets et pompage d'autres déchets ou eau (regards chambres à vannes/bouches des hydrants system) dans les établissements du Service de l'énergie opérationnelle (SEO)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Numéro de consultation : DAF_2025_000251

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert

Article 1 -	IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR	3
Article 2 -	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	3
Article 3 -	ALLOTISSEMENT	4
Article 4 -	FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE	4
Article 5 -	DUREE DE L'ACCORD-CADRE	5
Article 6 -	LIEU D'EXECUTION.....	5
Article 7 -	DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
Article 8 -	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
8.1	Représentation des parties	6
8.2	Remplacement des intervenants.....	6
8.3	Modalités d'exécution.....	7
8.4	Obligations du titulaire	10
8.5	Responsabilité du titulaire	11
8.6	Considérations sociales.....	11
8.7	Considérations environnementales	12
8.8	Traitement de données à caractère personnel	12
8.9	Clauses de réexamen	12
8.10	Constatation de l'exécution des prestations	13
8.11	Garantie.....	13
8.12	Pénalités.....	13
Article 9 -	REGIME FINANCIER	14
9.1	Forme et contenu des prix	14
9.2	Variation des prix	15
9.3	Avances.....	16
9.4	Modalités financières	16
Article 10 -	DISPOSITIONS DIVERSES	18
10.1	Echanges dématérialisés.....	18
10.2	Langue.....	19
10.3	Attribution du certificat de bonne exécution de marché.....	19
10.4	Sous-traitance.....	19
10.5	Propriété intellectuelle	20
10.6	Assurances	20
10.7	Autres obligations administratives.....	20
10.8	Résiliation.....	21
10.9	Différends	21
10.10	Litiges et contentieux.....	22
Article 11 -	DEROGATIONS.....	22

Article 1 - IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

La procédure est portée par :

Ministère des armées

Service de l'énergie opérationnelle (SEO)

Centre de soutien technique et administratif (CSTA)

Bureau Achats / Section Infrastructure

Caserne Thiry – 47, rue Sainte Catherine – CS 60016 – 54035 Nancy Cedex.

Pays : France

Code NUTS : FR411

Téléphone : (+33) 03 83 19 35 48

Adresse INTERNET (site PLACE, plateforme des achats de l'Etat) : www.marches-publics.gouv.fr

Courriel : emma-lia.joris@intradef.gouv.fr

csta-ba-infra.contact.fct@intradef.gouv.fr

Article 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'accord cadre a pour objet le nettoyage et le dégazage des capacités et réseaux divers ainsi que la destruction des déchets occasionnés et le pompage d'autres déchets dans les établissements du Service de l'énergie opérationnelle (SEO).

La prestation consiste en la réalisation des opérations suivantes :

- rinçage, dégazage et nettoyage de capacités ;
- rinçage, dégazage et nettoyage de tuyauteries ;
- nettoyage de décanteurs, débourbeurs/séparateurs à hydrocarbures, DSOA (débourbeur séparateur à obturation automatique) avec mise en place d'un nouveau système alvéolaire « nids d'abeille » le cas échéant, bassins de décantation ;
- rinçage, nettoyage, remplissage et vérification d'étanchéité de regards anti-propagation de flammes et de regards de dérivation ;
- nettoyage de caniveaux divers ;
- pompage de déchets divers suivant codification ;
- pompage de l'eau située dans les chambres à vannes et regards de bouche des hydrants system ;
- enlèvement (après décantation) et destruction des déchets résultant desdites prestations.

L'accord-cadre porte sur des prestations de services.

Code CPV de la consultation :

90000000-7 - Services d'évacuation des eaux usées et d'élimination des déchets, services d'hygiénisation et services relatifs à l'environnement.

Codes GM de la consultation :

41.06.02 - Collecte et traitement déchets dangereux

Article 3 - ALLOTISSEMENT

L'accord-cadre est alloté en six (6) lots géographiques par Échelon territorial du SEO (ETSEO) et un lot spécifique pour la Corse :

N°	Intitulés lots séparés
1	ETSEO de Metz
2	ETSEO de Saint-Germain-en-Laye
3	ETSEO de Rennes
4	ETSEO de Bordeaux
5	ETSEO de Marseille sauf Corse
6	Corse

Répartition des zones par région administrative et département :

Lot 1 – ETSEO de Metz	Lot 2 – ETSEO de Saint Germain en Laye	Lot 3 – ETSEO de Rennes	Lot 4 – ETSEO de Bordeaux	Lot 5 – ETSEO de Marseille	Lot 6 - Corse
Région Grand Est : 51, 52, 54, 55 et 57	Région Centre Val de Loire : 18 et 45	Région Bretagne : 29	Région Nouvelle Aquitaine : 16, 33, 40 et 64	Région Provence Alpes Côte d'Azur : 13, 83 et 84	Corse : 20
Région Bourgogne Franche Comté : 70	Région Ile de France : 77 et 78	Région Normandie : 50		Région Auvergne Rhône Alpes : 63	
	Région Normandie : 27	Région Pays de la Loire : 56			

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

Article 4 - FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande en application des articles [R.2162-2](#) et [R.2162-13](#) du code de la commande publique (CCP).

L'accord cadre est mono attributaire pour chaque lot.

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande.

L'accord cadre est conclu sans minimum et avec les maximums ci-dessous pour chaque lot sur sa durée, soit quatre (4) ans :

Lot	Libellé du lot	Montant estimé € HT	Montant maximum € HT
1	ETSEO de Metz	760 000,00	1 520 000,00
2	ETSEO de Saint Germain en Laye	546 000,00	1 092 000,00
3	ETSEO de Rennes	475 000,00	950 000,00
4	ETSEO de Bordeaux	712 000,00	1 424 000,00
5	ETSEO de Marseille	275 000,00	550 000,00
6	Corse	208 500,00	417 000,00
<i>Ensemble</i>		<i>2 976 500,00</i>	<i>5 953 000,00</i>

Les montants estimatifs des lots concernant la France métropolitaine sont basés sur les commandes passées sur les précédents marchés et n'engagent pas le pouvoir adjudicateur.

Le montant maximal par lot correspond au double du montant estimatif.

Chaque lot cessera automatiquement de produire ses effets lorsque son montant maximum aura été atteint.

Article 5 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Chaque lot est conclu pour 12 mois hors reconductions éventuelles.

La durée de l'accord-cadre court à compter de sa date de notification.

Le marché est reconductible trois (3) fois pour une durée d'un (1) an à chaque reconduction sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

L'accord-cadre est reconductible de manière tacite.

Dans le cas d'une non-reconduction, l'acheteur notifie sa décision au titulaire au moins un (1) mois avant la date anniversaire de reconduction du marché.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

Dans tous les cas, le titulaire ne peut s'y opposer.

Article 6 - LIEU D'EXECUTION

Les installations concernées sont localisées dans les dépôts d'hydrocarbures du SEO répartis en France métropolitaine, Corse comprise.

La liste des établissements concernés par les prestations est fournie en annexe 1 au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) peut faire évoluer les listes des sites concernés, en communiquant par voie électronique la modification aux titulaires des lots pour lesquels la liste est modifiée. La liste des lieux d'exécution peut être modifiée en application de la clause de réexamen conformément à l'article 8.9 du présent CCAP.

Le RPA n'est pas engagé par la réalisation des prestations sur l'ensemble des sites

Article 7 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes ;
 - o annexe 1 relative aux prix des prestations par installation valable pour tous les lots ;
 - o annexes 2.1 à 2.4 relatives aux prix forfaitaires suivants les lots ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières et ses annexes (CCAP) :
 - o annexe 1 « dématérialisation des factures » ;
 - o annexe 2 : « modèle de demande de prolongation de délai » ;

- annexe 3 : « courriels et points de contact » ;
- annexe 4 : « renseignements complémentaires » ;
- annexe 5 : « déclaration de sous-traitance » ;
- annexe 6 : « carte mentale ».
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - annexe 1 : « coordonnées des établissements par zone et région (Lots 1 à 6) » ;
 - annexes 2 : « Nombre de capacités par lot » ;
 - annexe 3 « Liste des documents à établir avant la réalisation d'une prestation de nettoyage » ;
 - annexe 4 « procès-verbal de prise en charge d'un réservoir ayant contenu des matières dangereuses » ;
 - annexe 5 « procès-verbal de prise en charge de canalisations ayant contenu des matières dangereuses » ;
 - annexe 6 « autorisation de pénétrer dans une capacité » ;
 - annexe 7 « Mode opératoire relatif aux pesées de l'hydrocureur avant et après intervention de nettoyage » ;
 - annexe 8 « Décision d'admission ».
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé le 30 mars 2021;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- les modifications postérieures à la notification de l'accord-cadre ;
- les bons de commande émis au titre du présent marché ;
- les documents « renseignements complémentaires » et « courriels et points de contact » ;
- le certificat d'agrément pour le transport des déchets et les références du centre de destruction (nom et n° agrément) ;
- le mémoire technique du titulaire.

Article 8 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1 Représentation des parties

8.1.1 Représentation de l'acheteur

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

L'acheteur notifie toute modification d'interlocuteur au titulaire.

8.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés par dérogation à l'article 3.4 du CCAG/FCS, dans l'offre du titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, le pouvoir adjudicateur de toute modification d'interlocuteur désigné.

8.2 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le

remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire.

De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le titulaire s'engage à informer sans délai le CSTA de toute modification d'interlocuteur.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur.

Le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes.

À défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire.

8.3 Modalités d'exécution

8.3.1 Demande d'intervention – communication du devis par le titulaire

Le chef d'établissement ou son représentant adresse au titulaire une demande d'intervention sur l'espace RESANA¹ dédié au suivi de l'exécution du marché, il peut également adresser un courriel au point de contact du titulaire centralisant la supervision des installations au titre du lot concerné. Cette demande précise les éléments suivants :

- Le lot, le dépôt ou l'installation concernée ;
- la nature des prestations à effectuer ;
- le nom de la capacité à traiter ;
- le descriptif du ou des matériels concernés par la prestation (nombre et volume des capacités, canalisations et/ou décanteurs et séparateurs, regards anti-propagation de flammes, regards de dérivation à traiter, type et volume approximatif de déchets à traiter) ;
- la précision, le cas échéant, si l'accès au trou d'homme et au fond du réservoir est localisé à une profondeur supérieure à 10 mètres, car un matériel spécifique sera alors nécessaire (voir art. 2.3.1 du CCTP) ;
- l'adresse complète du lieu d'exécution des prestations ;
- la date d'intervention souhaitée.

Il informe le titulaire des horaires de travail de l'établissement et de la nécessité ou non de fournir une demande de contrôle élémentaire pour les accès dans les enceintes militaires classées telles que les zones militaires sensibles.

Le titulaire communiquant sous forme de devis déposé sur RESANA, dans un délai de 10 jours ouvrés maximum après la demande émanant du dépôt déposée sur RESANA :

- la référence du marché et le numéro du lot concerné ;
- la date de début d'exécution ; la date de début et la date de fin d'intervention après entente préalable avec le chef du dépôt. Les dates d'intervention doivent être comprises dans la période de validité du devis. Le titulaire doit prévoir que le traitement du bon de commande nécessite un délai de près de trois semaines, par conséquent, les dates d'intervention proposées doivent être postérieures de trois semaines à la date de la transmission du devis, sauf urgence signalée par le chef du dépôt ou son représentant ;
- la durée d'exécution des prestations en jours ouvrés ;
- le prix des prestations présentés en trois rubriques :

¹ L'espace RESANA est un espace de travail collaboratif faisant partie des outils de la suite numérique de l'État. Cet espace sera créé par l'acheteur et les accès seront donnés au titulaire après la notification du marché. Cet outil est sécurisé et gratuit, hors coûts de connexion habituels pour l'accès à Internet. En cas de changement de dénomination du service ou de modification, une solution équivalente sera mise en place.

- Les prix suivant les prix indiqués en annexes à l'acte d'engagement pour les prestations prévues au bordereau des prix du marché (BPU) ;
- les prix nouveaux établis sur proposition du titulaire pour les prestations « hors BPU » détaillés par prestation (prix unitaire en € HT et TTC, le cas échéant, le volume traité, le nombre d'unités à prendre en compte).
- le prix du déplacement HT et TTC sur le site du détenteur pour l'intervention conformément au prix indiqué dans les annexes 1.1 ; 1.2 ; 1.3, 1.4 à l'acte d'engagement ou hors bordereau des prix pour les sites dont le prix n'est pas renseigné dans les annexes à l'acte d'engagement.

Le dépassement du délai de transmission d'un devis par le titulaire, entraîne l'application de pénalités conformément à l'article 8.12 du présent CCAP.

Intervention simultanée :

Plusieurs demandes d'interventions peuvent parvenir de dépôts différents dans la même zone géographique ou en cas d'attribution de plusieurs lots de différentes zones géographiques au même moment.

Le titulaire est chargé de fixer les dates d'intervention après entente préalable avec chaque chef d'établissement et de centraliser les interventions par zone géographique.

Ces interventions feront l'objet de bons de commande différents par site.

Précisions concernant les prestations non prévues dans le bordereau des prix du marché « sur devis »

Des prestations de pompage de déchets peuvent être réalisées sur devis du titulaire pour les déchets ne figurant pas dans le bordereau de prix.

Des prestations supplémentaires peuvent être effectuées sur devis pour le nettoyage des canalisations en fonction de la forme de la canalisation dans le cas où les solutions prévues au CCTP (par racleur ou furet) ne passent pas.

Recours à un autre prestataire

Des prestations peuvent être effectuées sur devis auprès d'un autre opérateur en cas d'impossibilité d'intervention du titulaire.

Accord sur le devis

A l'issue des échanges réalisés conformément au présent article et après accord entre les parties, un bon de commande récapitulatif est émis par le CSTA et notifié au titulaire par le CSTA/BMR suivant les modalités indiquées à l'article 8.3.2 du présent CCAP ci-après.

8.3.2 Emission et exécution des bons de commande

Les commandes sont passées au fur et à mesure des besoins, à l'aide de bons de commande émis par l'acheteur.

Les bons de commande et demandes de devis sont centralisés sur un espace numérique dédié « RESENA » qui sera créé suite à la notification du marché.

La date de la mise en ligne des demandes d'intervention et des bons de commande sur l'espace RESANA vaut notification.

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG FCS, la date de mise à disposition sur l'espace RESANA du bon de commande est considérée comme celle de la notification de celui-ci.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard six (6) mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation.

Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

Chaque bon de commande précise notamment :

- le numéro et la date du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture) ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- le code du service exécutant ;
- la désignation et la quantité des prestations commandées ;
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) issus du BPU ou proposés hors BPU et acceptés préalablement lors de l'émission du bon de commande ;
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande ;
- le délai d'exécution de la prestation **en jours ouvrés** ;
- la date de début d'exécution de la prestation ;
- la date de fin d'exécution de la prestation ;
- le lieux d'exécution des prestations ;
- le numéro de devis correspondant, le cas échéant.

8.3.3 Délais d'exécution des prestations

Les délais d'exécution des prestations sont indiqués après entente préalable entre le titulaire et le chef d'établissement. Il est précisé la date de début d'intervention des prestations et la durée d'exécution de celles-ci.

Les périodes de fermeture pour congés annuels du titulaire sont exclues dans les délais d'exécution des prestations. Le titulaire indique ces périodes de fermeture dans le document « Renseignements complémentaires ».

Le dépassement du délai de réalisation de la prestation précisé sur le bon de commande entraîne l'application des clauses relatives aux pénalités du présent CCAP à l'article 8.12.

Bordereau de suivi des déchets dangereux (BSD) : L'installation de traitement dispose d'un délai d'un mois après réception du déchet pour mettre à jour les données du BSD sur Trackdéchets dans les conditions prévues à l'article R541-45 du code de l'environnement.

8.3.4 Anticipation du délai d'exécution

Le titulaire est autorisé à présenter les prestations avant l'expiration du délai d'exécution. Il n'est pas prévu de prime d'avance. Cette anticipation n'est pas possible avant la notification du bon de commande.

8.3.5 Prolongation des délais d'exécution

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé.

Il dispose d'un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à 15 jours.

Le RPA peut dans les conditions prévues à l'article 13.3 du CCAG/FCS, accorder au titulaire une prolongation du délai d'exécution, sous réserve que :

- le retard prévisible soit dû à une cause indépendante de la volonté ou de l'action du titulaire ;
- le titulaire fasse la demande écrite de cette prolongation avant la date d'échéance du délai d'exécution contractuel de réalisation des prestations faisant l'objet de la commande.

Cette demande est à effectuer en suivant le modèle présenté en annexe 2 au présent CCAP et à adresser par voie dématérialisée aux destinataires indiqués en annexe 3 au présent CCAP intitulée « Courriels et points de contact – SEO ».

8.3.6 Sursis de livraison

Un sursis de livraison peut être accordé au titulaire en application de l'article 21.5 du CCAG FCS.

Cette demande est à effectuer en suivant le modèle présenté en annexe 2 au présent CCAP et à adresser par voie dématérialisée aux destinataires indiqués en annexe 3 au présent CCAP intitulée « Courriels et points de contact – SEO ».

8.3.7 Exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre. Il est notamment responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition.

Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le présent accord-cadre.

Au titre du présent accord-cadre, chaque co-traitant éventuel est chargé d'une ou plusieurs parties de réalisation des prestations suivant la répartition figurant dans l'acte d'engagement, les annexes de prix et le mémoire technique.

Lorsque le co-traitant est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut-être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

8.4 Obligations du titulaire

8.4.1 Obligation de conseil

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu à une obligation permanente de conseil auprès du pouvoir adjudicateur.

Il doit notamment :

- solliciter de la part de la maîtrise d'œuvre tous les renseignements qualitatifs ou quantitatifs qui n'apparaîtraient pas de façon suffisamment explicite sur les documents qui lui sont remis ;

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

8.4.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

8.4.3 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

8.4.4 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

Accès aux emprises

Les intervenants devant accéder à des emprises du ministère des armées devront au préalable avoir fait l'objet d'un contrôle primaire avec émission d'une fiche de synthèse Sophia, soit par l'officier de sécurité (ou équivalent) du titulaire ou par le bureau sécurité du CLEO.

Si une personne est détentrice d'une habilitation (certificat de sécurité), elle est dispensée de contrôle primaire pour accéder aux emprises.

Le titulaire s'engage à informer son personnel qu'il est susceptible de faire l'objet d'une enquête administrative conformément aux dispositions de l'article R.1332-22-1 du code de la Défense.

Par ailleurs, le personnel devra se conformer aux exigences du règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement.

Dès la notification du marché, le titulaire doit communiquer la liste des intervenants pressentis pour l'exécution des prestations, accompagnée pour chaque intervenant de la fiche de contrôle élémentaire.

Une liste nominative des personnels et véhicules devant se rendre sur les installations est fournie par l'entrepreneur titulaire au bureau sécurité du CLEO, au plus tard à la date de démarrage des prestations. Cette liste doit comporter, pour chaque personnel, les références de la carte d'identité, du passeport avec visa en cours de validité, d'une pièce d'identité officielle ou celles de la carte de séjour pour les étrangers.

Le titulaire du marché doit certifier que tous les personnels qu'il emploie pour la réalisation des prestations sont en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main d'œuvre. Le titulaire du marché s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

Accès à des informations ou supports classifiés

Certaines interventions peuvent nécessiter une habilitation du personnel « Secret » (obligatoire pour l'accès à certaines zones des installations militaires). Pour ce faire, une notice 94 A devra être remplie pour faire habilitier le personnel.

Dans le cadre des dispositions légales et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire du marché nécessitant l'accès à des informations ou supports classifiés s'engage à assurer la protection des informations ou supports classifiés qu'il aura à connaître au titre du présent marché.

Certaines interventions peuvent nécessiter l'accès à des informations classifiées. Cet accès nécessite que le titulaire, en tant que personne morale, et chacun de ses employés susceptibles d'en connaître, soit détenteur d'une habilitation de niveau « Secret ». L'officier de sécurité (ou équivalent) du titulaire fournira à cet effet les certificats de sécurité. A défaut des demandes d'habilitations devront être faites.

La consultation des informations classifiées et leur utilisation nécessite un plan contractuel de sécurité, rédigé par le titulaire est présenté au contractant.

Les mesures applicables pour la protection du secret font l'objet de l'instruction générale ministérielle (Premier ministre) n°1300 du 13 novembre 2020.

8.5 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

8.6 Considérations sociales

Le présent marché public ne comprend pas de considérations sociales.

8.7 Considérations environnementales

L'objet de l'accord-cadre constitue en lui-même une disposition environnementale. En effet, les capacités sont nettoyées et les déchets récoltés sont évacués vers des centres agréés.

Par ailleurs, le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, et évacuation des déchets récoltés vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu d'établir un bordereau de suivi des déchets dangereux (BSDD) avant le départ de chaque camion quittant un dépôt. Il se conforme aux obligations relatives à la mise à jour des données du BSD sur Trackdéchets dans les conditions prévues à l'article R541-45 du code de l'environnement.

8.8 Traitement de données à caractère personnel

Pour l'exécution du marché public, en cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le cas échéant, le titulaire apporte à l'acheteur, avant la mise en application du traitement, des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées. Il communique notamment à l'acheteur l'identité et les coordonnées (téléphone et mail) de son délégué à la protection des données (DPD).

Conformément à l'article 5 du CCAG-FCS, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

8.9 Clauses de réexamen

En application des articles R2194-1 à R2194-9, le présent marché public pourra être modifié dans les circonstances suivantes :

Modification par avenant :

- lorsqu'un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché dans le cas d'une cession du marché, à la suite d'une opération de restructuration du titulaire, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence. Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées pour la participation à la procédure de passation du marché initial.

Modification par ordre de service valant décision du RPA (en application de l'art. 23 du CCAG/FCS) :

- compte tenu de l'objet de l'accord-cadre qui ne peut souffrir d'aucune interruption, une clause de continuité de service peut s'appliquer, si au terme de l'accord-cadre, aucun prestataire n'est désigné pour assurer la suite des prestations, ou que la mise en service de ces prestations par un nouveau prestataire n'est pas encore effective.

Le RPA peut alors, avant la date anniversaire de l'accord-cadre, imposer sa poursuite pour une durée de trois (3) mois renouvelable une (1) fois par reconduction expresse. La durée totale de la reconduction ne pourra excéder six (6) mois.

Le titulaire est alors tenu de poursuivre l'exécution des prestations dans les mêmes conditions, et ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité à ce titre.

- modification par ordre de service de l'étendue des prestations concernant : l'ajustement d'un bon de commande suite à des constatations de prestations supplémentaires qui s'avèrent nécessaires,

la localisation exacte des prestations, l'ajout ou la suppression de sites, la prise en compte de tarifs concernant des déchets non prévus initialement ;

- ajout de références de prestations supplémentaires dans le bordereau des prix (BPU) après devis du titulaire ;

- Une annexe est jointe au CCTP afin de lister les différents établissements : lieu d'exécution des prestations. Celle-ci sera modifiée en raison de l'acquisition progressive par le SEO d'environ 130 stations-services au cours de ces prochaines années. L'affectation des différentes stations au sein des lots sera faite en cours d'exécution du marché suite à leur rattachement aux ESTEO. - modification de la liste des sites d'exécution des prestations (ajout/retrait).

- Le montant maximum pourra être éventuellement adapté en conséquence suite à des événements imprévus et ou une modification de la réglementation.

Modification par simple certificat administratif :

- lorsqu'intervient un changement des points de contact, des coordonnées des interlocuteurs de lieux d'exécution et de contrôle ;

- lorsqu'intervient un changement de comptable assignataire et/ou d'imputation budgétaire.

- pour la correction d'une erreur matérielle sans impact sur la concurrence.

8.10 Constatation de l'exécution des prestations

8.10.1 Opérations de vérification

Les opérations de vérification de la bonne exécution des prestations à l'issue de la prestation pour chaque bon de commande sont effectuées sur le lieu d'exécution par le chef de l'établissement concerné ou son représentant dûment autorisé dans les conditions définies par les articles 27 et 28 du CCAG/FCS.

Elles consistent à vérifier la conformité des prestations exécutées par rapport aux stipulations du CCTP.

8.10.2 Décision après vérifications

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application de l'article 29 du CCAG/FCS et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

Ces décisions sont notifiées au titulaire par voie dématérialisée à l'adresse figurant sur le document intitulé « courriels et points de contact » et comportent, s'il y a lieu, les motifs de réfaction, d'ajournement ou de rejet.

En cas d'ajournement, le chef d'établissement ou son représentant établit un rapport dans lequel il précise les points de non-conformité.

Selon l'article 30.2 du CCAG/FCS le titulaire est invité à présenter à nouveau à l'acheteur les prestations mises au point, dans un délai de 15 jours.

En cas d'admission avec réfaction, l'acheteur doit motiver sa décision dans les conditions fixées à l'article 30.3 du CCAG/FCS.

8.11 Garantie

Les prestations font l'objet de la garantie prévue à l'article 33.1 du CCAG/FCS.

Cette garantie s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

8.12 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de

prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

8.12.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, et en cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités forfaitaires suivantes :

Montant € HT	Objet
120	par jour calendaire de retard dans la non transmission du devis sous 10 jours ouvrés
200	par jour calendaire de retard pour tout dépassement de la date de début d'intervention
200	par jour calendaire de retard pour tout dépassement des délais d'exécution des prestations définis dans le bon de commande ou le devis
200	- par jour calendaire de retard dans la mise en ligne du bordereau de suivi des déchets dangereux (BSDD) complété sur le site Trackdéchets.

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG/FCS, le titulaire encourt des pénalités pour indisponibilité d'un montant de **100 euros HT par jour calendaire** d'indisponibilité.

7.12.2 – Plafonnement des pénalités

Le montant des pénalités encourues est plafonné à 10 % de la valeur des prestations objet du bon de commande.

7.12.3 – Seuil d'exonération des pénalités

Conformément à l'article 14.1.3 le seuil d'exonération des pénalités est de 1000 € HT pour l'ensemble du lot.

Observations du titulaire sur le décompte de pénalités :

Quand le RPA procède au recouvrement, le décompte des pénalités est adressé au titulaire qui est admis à présenter ses observations dans un délai de quinze jours à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Suite aux observations du titulaire sur le décompte des pénalités en recouvrement, le RPA prend l'une des décisions suivantes :

- application définitive des pénalités ;
- exonération partielle ;
- exonération totale.

Le titulaire est informé de la décision prise par le RPA dans les formes prévues à l'article 9.1 ci-après.

Article 9 - REGIME FINANCIER

9.1 *Forme et contenu des prix*

Les prix sont établis en euros hors taxes et sous la forme de prix forfaitaires et unitaires dont les libellés sont indiqués dans les annexes à l'acte d'engagement :

- annexe 1 : prix mixtes pour le dégazage et le nettoyage des capacités, le nettoyage des décanteurs/débourbeurs-séparateurs/bassins de décantation, le nettoyage des regards anti propagation de flamme, le nettoyage des regards de dérivation, le nettoyage de caniveaux divers, le dégazage et le nettoyage des canalisations ;
- annexes 2.1, 2.2, 2.3, 2.4 : prix forfaitaire pour le déplacement, l'installation de chantier et le repli par lot

Les prix sont réputés inclure :

- les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison ;
A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations.

L'euro est la monnaie de compte du marché.

Tout montant figurant dans les annexes à l'acte d'engagement est un montant hors taxe et en euros.

La T.V.A. est facturée en sus au taux en vigueur au moment du fait générateur qui est précisé dans l'acte d'engagement (débit, encaissement, livraison).

9.2 Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois « Mo » .

Les prix sont révisés par l'application aux prix du marché de la formule suivante :

$$P = P_0 [0,15 + 0,85 \frac{(I_m)}{I_0}]$$

dans laquelle

P= prix révisé

P₀= prix fixé dans l'offre du titulaire

I = Indice du coût du travail - Salaires et charges - Activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M) - Base 100 en 2020 – Identifiant [010762013](#) – lu sur le portail Internet www.insee.fr

I₀ = dernière valeur semi définitive (SD) de l'indice I lue et connue au mois « Mo »² ;

I_m = dernière valeur semi définitive (SD) de l'indice I lu et connue à la date de la révision³

Mois « Mo » = mois correspondant à la remise des offres fixée dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation.

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

Lors de la révision des prix, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec autant de décimales que le prix d'origine et au maximum deux (2) décimales.

Les prix ainsi révisés restent inchangés pour la période annuelle suivante.

Périodicité de révision des prix :

Les prix sont révisés lors de chaque reconduction par application de la formule décrite ci-dessus.

² La valeur SD prise en compte pour la réalisation des calculs notée lors du calcul de la première suite à la notification du marché est ensuite utilisée pour les calculs des révisions suivantes.

³ La valeur SD du mois I_m retenue lors du calcul de la révision est considérée comme définitive. Il ne sera pas effectué d'ajustement ultérieurement lors de la parution de la valeur définitive (A = valeur normale) de l'indice du mois I_m sur le site de l'INSEE.

Les prix restent inchangés pendant la première année d'exécution.

Le calcul de la révision de prix incombe au titulaire qui établit de nouvelles annexes à l'acte d'engagement envoyées au moins un mois avant la date de reconduction de l'accord-cadre, au bureau finances du CSTA pour instruction et mise en application.

Le titulaire doit fournir à l'acheteur les informations (notamment la valeur des indices) nécessaires au contrôle dudit calcul, il communique les annexes tarifaires exploitables au format Excel comprenant un onglet avec les prix initiaux, un onglet avec la mention des différents indices retenus et un onglet présentant les prix révisés avec mise en œuvre de la formule de révision des prix du marché.

Les nouveaux prix sont ainsi applicables pour toute commande exécutée après la date de reconduction du marché.

Demande de révision des prix postérieure à la date de reconduction

Si le titulaire n'a pas effectué de demande de révision avant la reconduction de l'accord-cadre, il transmet de nouvelles annexes de prix, celle-ci peuvent être acceptées par l'administration. Dans ce cas, la date de prise d'effet de ces nouvelles annexes de prix sera alors la date de notification de l'acceptation de la révision.

Le titulaire pourra solliciter une nouvelle révision en vue de la reconduction du marché.

Les dispositions du présent article relatives à la révision des prix sont également applicables en cas de continuité de service à l'initiative du RPA.

Précision pour l'application des dispositions de l'art. 10.2.2 du CCAG/FCS concernant la date de prise d'effet des nouvelles annexes de prix suivant la date de la réalisation des prestations commandées : les prix révisés seront appliqués aux commandes effectuées après la date d'entrée en vigueur des nouveaux prix. Les bons de commande notifiés antérieurement à l'entrée en vigueur des nouveaux prix mais exécutés postérieurement à cette date d'entrée en vigueur seront ajustés pour tenir compte des nouveaux prix. Toutefois, si l'exécution des prestations postérieurement à la date d'entrée en vigueur des prix révisés résulte d'un retard du titulaire, les prix initialement mentionnés sur le bon de commande restent applicables.

9.3 Avances

La durée d'exécution des prestations étant inférieure à deux mois et les montants des bons de commande inférieurs à 50 000 €/HT, aucune avance n'est prévue sur le marché. Toutefois, l'avance sera applicable pour les cas exceptionnels des bons de commande d'un montant supérieur ce seuil et à cette durée suivant les dispositions de l'art. [R2191-16](#) du code de la commande publique.

9.4 Modalités financières

9.4.1 Répartition des paiements

Les prestations, objet d'un bon de commande font l'objet d'un paiement partiel définitif.

Les bons de commande d'une durée d'exécution supérieure à trois mois peuvent faire l'objet d'acomptes mensuels pour la partie des prestations exécutées conformément aux dispositions de l'art. [R2191-22](#) du code de la commande publique.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent sur la base des prestations effectuées.

Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir de la certification du service fait.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

9.4.2 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Un bon de commande peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

9.4.3 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions prévues aux articles R2192-31 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux dispositions du code de la commande publique afférentes.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent le lendemain de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

9.4.4 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur dans un délai de 30 jours Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire. Les factures sont établies en application de l'article D.2192-2 du code de la commande publique.

Le numéro de facture ne doit pas dépasser 16 caractères.

En plus des mentions de l'article D.2192-2 du code de la commande publique, les factures comprennent les mentions suivantes :

- le code du service exécutant (**D1496DG054**) ;
- la référence de l'accord-cadre et le numéro du bon de commande (numéro d'engagement juridique) ;
- le SIRET de l'Etat : 11000201100044

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée. Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par

l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

Article 10 - DISPOSITIONS DIVERSES

10.1 Echanges dématérialisés

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

Les échanges se font par messagerie électronique et selon les modalités suivantes :

Courriels émis par l'administration :

Les notifications et informations au titulaire sont faites par courriel aux adresses indiquées en annexe 3 au présent CCAP intitulée « Courriels et points de contact - Entreprise » via le site Internet de la PLACE : www.marches-publics.gouv.fr.

Les messages adressés par ce site Internet ont pour expéditeur nepasrepondre@marchespublics.gouv.fr, le titulaire doit veiller à référencer cette adresse afin d'éviter que les courriels ne soient classés dans la catégorie « SPAM » par son interface de messagerie.

Les dossiers de pénalités sont transmis au titulaire par voie dématérialisée ou par courrier avec avis de réception.

Courriels émis par le titulaire :

Les courriels émis par le titulaire au pouvoir adjudicateur sont adressés aux destinataires indiqués dans le document intitulé « Courriels et points de contact – SEO ».

Ou en cas d'envoi d'une réponse à une correspondance de l'administration via la PLACE, en utilisant la fonctionnalité de réponse proposée par le site PLACE.

Pour la facturation, les échanges électroniques sont réalisés via le site Internet CHORUS, conformément aux dispositions de l'article 5.6 du présent CCAP.

La date de transmission des bons de commande via le site RESANA ou via Internet PLACE ou courriel détermine leur date de notification.

Changement d'adresses courriel :

Le titulaire adresse un courriel au pouvoir adjudicateur pour modifier l'adresse de contact. De même, le pouvoir adjudicateur avertit le titulaire par courriel pour toute modification du point de contact SEO.

Avis de réception des courriels :

L'administration accuse réception des courriels adressés par le titulaire.

Dans le cas où le titulaire ne reçoit pas cet avis sous 48 heures, il est invité à contacter le numéro de téléphone du contact administratif mentionné dans l'annexe 3 au présent CCAP intitulée « courriels et points de contact SEO ».

Espace de travail collaboratif RESANA

Un espace RESANA sera créé pour le suivi de l'exécution du marché.

Le service RESANA est destinée aux agents de l'État, il est également ouvert sur invitation aux opérateurs économiques. La plateforme collaborative RESANA offre un espace numérique complet qui facilite le stockage, le partage et la coédition de documents. Elle permet également un travail en équipe efficace, y compris en situation de mobilité.

Cet espace sera le mode privilégié de transmission et de suivi des bons de commande.

10.2 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

10.3 Attribution du certificat de bonne exécution de marché

A la fin de la période d'exécution du présent contrat et à la demande de son titulaire, l'acheteur peut délivrer un certificat de bonne exécution du marché au titulaire qui aura donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation de l'acheteur qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être accordée si :

- la qualité des prestations attendues aura été conforme aux stipulations contractuelles ;
- la relation commerciale s'est révélée de qualité ;
- le titulaire ne s'est pas vu appliquer des pénalités de retard ; - le contrat n'a pas été résilié aux torts du titulaire.

10.4 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du pouvoir adjudicateur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Les documents à fournir pour l'instruction du dossier de sous-traitance sont :

- DC4 complété et signé (signatures électroniques de l'ensemble des signataires ou signatures originales si dossier papier) ;
- relevé d'identité bancaire ;
- un mémoire technique détaillant les capacités du sous-traitant, les qualifications, dispositions mises en œuvre pour assurer la qualité des prestations ;
- le contrat de sous-traité ;
- les attestations fiscales et sociales datant de moins de six mois si celles-ci ne sont pas disponibles via un système automatisé ;
- l'attestation d'assurance en cours de validité.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de vingt-et-un jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par le pouvoir adjudicateur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du pouvoir adjudicateur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAJ <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>), sous réserve de son adaptation par

le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission au pouvoir adjudicateur (contre récépissé ou lettre recommandée).

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence du pouvoir adjudicateur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

Une annexe relative aux modalités de traitement des sous-traitances est jointe au présent CCAP.

10.5 Propriété intellectuelle

Le présent accord-cadre fait application des articles 34 à 37 du CCAG-FCS.

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le CCTP.

10.6 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution.

En application de l'article L. 241-1 du code des assurances et par dérogation à l'article 9.2 du CCAG/FCS, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire fournit une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance.

La notification du marché ne pourra intervenir qu'à compter de la réception de cette attestation.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

10.7 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles prévues à l'article 3.4.2 du CCAG FCS.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont mis à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R.1263-5 et R.1263-7 du code du travail ;

b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L.1263-6, L.1264-1, L.1264-2 et L.8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si le pouvoir adjudicateur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

10.8 Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG FCS, l'accord-cadre peut être résilié en cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail le marché sera résilié, aux torts du titulaire selon les dispositions prévues par le CCAG/FCS. Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG FCS.

10.9 Différends

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, le pouvoir adjudicateur et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

Médiation - Organe chargé des procédures de médiation :

Bureau des développements numériques

SG SIRCOM

Télédoc 536

75572 Paris Cedex 12.

Comité consultatif :

Le comité consultatif compétent est le Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Nancy :

Préfecture de Meurthe-et-Moselle

1 rue du Préfet Claude Erignac

54038 Nancy Cedex.

Mission PME :

Le titulaire est invité à s'adresser au pouvoir adjudicateur pour toute question ou difficulté relative à l'exécution du marché. Le titulaire est informé par le présent article de l'existence de la mission PME au sein du Ministère de la défense.

La mission ministérielle PME, directement rattachée au ministre, aide et conseille les PME dans leurs relations avec le ministère en traitant les problèmes qu'elles rencontrent avec ses services.

Elle peut être saisie par toute entreprise ayant une difficulté avec un service achats.

Le titulaire peut contacter la mission PME aux coordonnées suivantes :

- courriels : missionministérielle-pme.contact.fct@def.gouv.fr ou missionministérielle.pme@defense.gouv.fr

- téléphone : +33.9.88.68.19.25 ou +33.9.88.67.26.78

- courrier : Mission ministérielle PME – SDPME - 60 boulevard du général Martial Valin CS 21 63 75509 Paris Cedex 15.

Les coordonnées peuvent évoluer en cours de marché, le site Internet du Ministère des Armées délivre des informations plus complètes sur le rôle et les modalités de saisine.

10.10 Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est :

Tribunal administratif de Nancy

5 Place de la Carrière

Case officielle n° 20038 - F

54035 Nancy Cedex

Article 11 - DEROGATIONS

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Objet de la dérogation
7.10.2	25.2.1	Décisions après vérifications
7.12.1	14.1.1	Pénalités
5.6.6	14	Seuil d'exonération pénalités
9.4	32	Propriété intellectuelle
9.5	9.2	Assurances